

un néologisme assez rébarbatif, celui de « para-public ». Cherchant une définition plus précise, on a prononcé le nom d'« entreprise publique », bien que certaines personnes morales auxquelles on attribue ce nom (notamment Électricité de France) sont explicitement qualifiées par la loi d'« établissements publics ».

Quoi qu'il en soit, le problème se pose dans la pratique, de savoir si ce secteur « para-public », ce secteur qui est né « à côté » du secteur public, fait ou non partie du domaine de la comptabilité publique. Dans certains départements ministériels — et parmi les experts-comptables privés qui se sont beaucoup préoccupés de cette affaire — on serait enclins à penser que la comptabilité publique est réservée à l'État, aux collectivités, aux établissements publics « anciens », mais que dès que l'on entre dans la zone « moderne », on pénètre dans le domaine de la comptabilité commerciale. Il y aurait ainsi une opposition très nette entre la comptabilité publique et la comptabilité commerciale.

A l'origine de ce débat on peut souvent déceler encore une confusion de terminologie.

Dans la mesure où la comptabilité publique et la comptabilité commerciale ont pour objet de définir les règles de présentation des comptes (publics ou privés) et d'étudier les mécanismes qui permettent de tenir ces comptes et d'en vérifier l'exactitude elles relèvent l'une et l'autre d'une même « technique » — la *technique comptable* — apparentée aux mathématiques et dont on doit seulement déplorer qu'elle soit absente des programmes d'enseignements primaires et secondaires. Il est évident que les modalités d'application de cette technique doivent varier suivant la nature des problèmes posés ; la solution ne peut être identique pour toutes les personnes morales de droit public, ni d'ailleurs pour toutes les catégories d'entreprises privées. Nous verrons, par exemple, que certains principes (tels que celui de la non-affectation des recettes et des dépenses) conviennent mieux au secteur public et que d'autres principes (tels que l'amortissement des dépenses d'immobilisation) conviennent mieux au secteur privé. Mais lorsque l'activité décrite est la même, la technique comptable doit être la même. La rue de Rivoli est fermement convaincue de la valeur de cette thèse qui devrait satisfaire les experts privés.

La plupart des activités commerciales du secteur public ont d'ailleurs adopté les méthodes comptables préconisées par ces experts.

Dans la mesure où la comptabilité publique est devenue aussi un *système juridique* « d'obligations » alors que la comptabilité commerciale n'a pas suivi cette évolution, la controverse prend un tout autre aspect. Il s'agit en réalité de savoir si les administrateurs d'organismes publics nouveaux doivent obéir à certaines règles émanant de la rue de Rivoli ou s'ils doivent ignorer la notion de régularité.

A cet égard la thèse du Département des Finances est simple : si la nature commerciale des opérations devait faire échapper celles-ci aux règles de la comptabilité publique, le ministre des Finances devrait cesser de s'occuper des hospices, des hôpitaux, des établissements pénitentiaires, des régies communales, bref de tous les organismes qui traditionnellement font des actes de commerce. La plupart des budgets annexes et des secteurs entiers du budget général échapperaient ainsi à toute réglementation financière. Pourquoi conférer de tels privilèges à des services qui ne sont pas dirigés comme les sociétés anonymes par des intérêts privés capables de les orienter et de les contrôler ? Pourquoi les abandonner à une féodalité de techniciens ? Ne sont-ils pas au service de la collectivité ? Que la réglementation des opérations commerciales ne soit pas la même que celle des opérations administratives, qu'elle soit plus souple, moins formaliste, c'est évidemment souhaitable ! Mais c'est au ministre des Finances seul qu'il appartient de définir un régime répondant à la fois aux besoins d'une gestion commerciale et aux nécessités d'une coordination gouvernementale.

Il reste que le tracé de la troisième frontière de la comptabilité publique est à la fois mouvant et contesté. Les efforts accomplis pour le rattacher à une distinction erronée entre la technique comptable du commerce et la technique comptable des organismes publics n'ont pas contribué à l'éclaircir.

J'estime pour ma part, qu'il convient de considérer comme public tout ce qui appartient à l'État, aux collectivités publiques et aux établissements publics traditionnels d'une part, et d'autre part, tout secteur dont le régime juridique